


Turquie : Dans le cadre des poursuites à l'encontre de neuf syndicalistes à Ankara, trois restent emprisonnées

Geplaatst op zaterdag 13 oktober 2012 | 

 SHARE

11 octobre 2012 : Le 4 octobre, le cas de neuf syndicalistes a été examiné par la cour d'Ankara en présence d'une délégation syndicale internationale à laquelle participait la CSI. L'audience portait sur leur demande de mise en liberté. Trois femmes sont restées en prison alors que six autres ont été libérées en attendant le procès. Trois autres femmes avaient été libérées sous caution avant l'audience.

« La délégation internationale est ici pour soutenir nos confrères turcs et pour dénoncer avec eux les attaques constantes que subit le mouvement syndical en Turquie et qui visent particulièrement les militants et les dirigeants syndicaux. Alors que nous sommes soulagés par la libération de six camarades, nous n'oublions pas pour autant que beaucoup d'autres sont encore sous les verrous et que ce n'est jamais que le début du procès. La CSI continuera de soutenir ceux et celles qui luttent pour leurs droits », a expliqué Stephen Benedict, directeur du Département des droits humains et syndicaux de la CSI et membre de la délégation internationale.

Cette audience était la première des principaux procès de membres de la Confédération des syndicats des fonctionnaires (KESK), affiliée à la CSI, et de syndicats affiliés à la KESK, arrêtés en 2012.

Le 25 juin 2012, les bureaux de la KESK et de syndicats affiliés à la KESK, dont Egitim Sen (Syndicat de l'éducation et des sciences), Tum-Bel-Sen (Syndicat des travailleurs de la municipalité), SES (Syndicat des travailleurs des services sociaux et de la santé) et Birlesik Tasimacilik Çalışanları Sendikası (BTS) ont été perquisitionnés. Les domiciles de certains militants ont également été visités. En tout, 71 membres et dirigeants syndicaux de 20 villes turques ont été arrêtés et emprisonnés. La police turque a mené ces perquisitions sous couvert d'une opération contre des organisations terroristes illégales. C'est le prétexte fréquemment utilisé contre les opposants au gouvernement du Parti justice et développement (AKP), y compris les organisations syndicales. Le vendredi 29 juin, 43 personnes ont été relâchées en attendant le procès, alors 28 autres restaient en prison. En février, 15 dirigeantes et militantes de la KESK avaient été arrêtées. Lors de l'audience du 4 octobre, neuf ont été incarcérées alors que six étaient relâchées jusqu'au procès. La prochaine audience est prévue pour la mi-décembre.

Le 4 octobre, Canan Calagan, secrétaire des femmes de KESK, Hatice Beydilli et Evrim Ozdemir Oğraş membres de la section d'Ankara no 1 d'Egitim Sen, Belkis Yurtseven, Nursat Yesil et Hulya Mendillioglu membres de la section d'Ankara du SES ont été relâchées. Mais, Guler Elveren, secrétaire des femmes du Tüm Bel Sen, Bedriye Yorgun, secrétaire des femmes du SES et ancienne présidente du SES, et Guldane Erdogan, secrétaire des femmes de la section no 2 d'Ankara d'Egitim Sen Ankara sont restées en prison.

Depuis 2008, la répression à l'encontre du mouvement syndical, au travers d'intimidations constantes, de harcèlements et de sanctions à l'encontre des dirigeants et des militants syndicaux, augmente en Turquie. Les infractions aux droits syndicaux en Turquie sont régulièrement à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail qui se tient tous les ans à Genève. La CSI, de même que le mouvement syndical international, y compris la Confédération européenne des syndicats (CES) et les Fédérations syndicales internationales, s'unissent pour dénoncer ces violations et s'y opposer, et pour exprimer leur solidarité et leur soutien envers les syndicats turcs.

« La CSI dénonce avec ferveur les mesures antidémocratiques et le harcèlement judiciaire dont sont victimes les syndicalistes en Turquie. Cette attitude fait de la Turquie un pays semblable au Zimbabwe et aux Fidji où les mêmes tactiques de harcèlement judiciaire sont déployées contre les syndicats », a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.